



Arrêté N°2023/BPEF/136

portant régularisation, classement au titre de la sécurité et prescriptions spécifiques concernant le barrage de l'étang de la Roche et sa retenue sur la commune de Marsac-sur-Don

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau en date du 23 octobre 2000 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code civil et notamment les articles 1240 et 1244 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2 (5°) ;

VU le décret 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU le décret du 11 janvier 2023 nommant M. Fabrice RIGOLET-ROZE, préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;

VU les arrêtés ministériels fixant les prescriptions générales applicables aux opérations relevant des rubriques 3.1.1.0 et 3.1.2.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements ou évolutions concernant un barrage ou une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté ministériel 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R. 214-112 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

VU l'arrêté ministériel du 8 août 2022 précisant les obligations documentaires et la consistance des vérifications et visites techniques approfondies des ouvrages hydrauliques autorisés ou concédés ;

VU la note d'interprétation de l'arrêté du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins de classement de ces ouvrages en application de l'article R.214-112 du code de l'environnement ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vilaine en vigueur ;

VU l'avis du Service de contrôle et de sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL Pays de la Loire en date du 30 mai 2023 ;

VU le projet d'arrêté adressé au bénéficiaire pour observations éventuelles, dans un délai de 15 jours, par courrier du 26 octobre 2023 et l'absence d'observations formulées par le bénéficiaire ;

CONSIDÉRANT que le barrage est visible sur la carte de Cassini et a fait l'objet d'une demande déclaration d'existence en date du 13 juillet 2007 ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques du barrage et de la retenue de l'étang de la Roche (hauteur de digue de 4 m, volume de retenue de 88 000 m³ et la présence d'habitations dans les 400 mètres à l'aval du barrage) soumettent l'ouvrage aux dispositions de l'article R. 214-112 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les arrêtés ministériels du 6 août 2018 et du 8 août 2022 définissent les prescriptions techniques et précisent les éléments techniques de chaque document attendu par la réglementation sur la sécurité des ouvrages hydrauliques ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques des ouvrages sont insuffisamment connues et que le propriétaire, contacté, n'a pu les préciser, et qu'en conséquence il y a lieu de prescrire la transmission de ces informations dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les mesures prescrites dans le présent dossier permettent de s'assurer de la sécurité de l'ouvrage et le rendre conforme à la réglementation en vigueur et notamment aux articles R.214-112 à 117 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions spécifiques au vu des évolutions réglementaires du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'au titre de l'article L.211-5 du code de l'environnement, tout incident ou accident intéressant des travaux et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux doit être déclaré par toute personne qui en a connaissance et que la personne à l'origine de l'accident ou de l'incident et l'exploitant doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier ;

CONSIDÉRANT que l'ouvrage constitue une retenue sur le cours d'eau et qu'il y a lieu de prescrire des mesures destinées à limiter les impacts sur le cours d'eau à l'aval ;

CONSIDÉRANT que le barrage est situé sur un cours d'eau et qu'il y a lieu de maintenir un débit minimum (ou débit réservé) à l'aval de l'ouvrage afin de garantir en permanence la vie, la circulation et les reproductions des espèces vivant dans le cours d'eau à l'aval des ouvrages, conformément à l'article L.214-18 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L.436-6 du code de l'environnement interdit la mise en place de tout ouvrage empêchant le passage des poissons ou de le retenir captif, et considérant que le barrage ne constitue pas un obstacle complet au passage des poissons, notamment en dévalaison, conformément à l'article R 431-1 du code de l'environnement, la retenue est considérée comme une eau libre ;

CONSIDÉRANT que les articles L.432-10 à 12 du code de l'environnement interdit l'introduction de poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, ou pour réempoisonnement ou alevinage, de poissons ne provenant pas d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture agréés dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté permet de prendre en compte les enjeux liés à la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques conformément à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le gestionnaire a été convié à une réunion d'information le 1^{er} juin 2022 portant sur le classement des barrages au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques ;

ARRÊTE

TITRE I – OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE I.1 : BÉNÉFICIAIRE

Le titulaire du présent arrêté, ci-dessous nommés « le bénéficiaire », est la commune de Marsac-sur-Don.

ARTICLE I.2 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'arrêté porte sur la régularisation du barrage de l'étang de la Roche et de sa retenue et sur la définition des prescriptions spécifiques liées à la sécurité de l'ouvrage et sa gestion.

Rubrique de la nomenclature de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée :

N° de la rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (Autorisation) ; 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (Autorisation) ; b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (Déclaration).	Autorisation au titre de l'ouvrage existant	APG du 11 septembre 2015 modifié
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (Autorisation) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (Déclaration).	Déclaration au titre de l'ouvrage existant	APG du 28 novembre 2007
3.2.5.0	Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112 (Autorisation)	Autorisation au titre de l'ouvrage existant	

ARTICLE I.3 : CARACTÉRISTIQUES DES OUVRAGES

Les ouvrages sont localisés au lieu dit la roche, à l'Est du Bourg sur le ruisseau de la Roche, sur la commune de Marsac-sur-Don.

L'ouvrage est composé d'un seuil traversant le cours d'eau et formant une retenue d'eau, d'une longueur d'environ 70m implanté aux coordonnées Lambert suivantes :

- en rive gauche : X = 345 778 m, Y = 6 732 494 m,
- en rive droite : X = 345 815 m, Y = 6 732 445 m.

et d'une retenue d'une longueur de 0,5 km

L'ouvrage comporte l'équipement suivant :

- un ouvrage vanné au droit de l'ancien moulin usinier
- un déversoir en rive gauche

La retenue présente un volume de 88 000 m³.

ARTICLE I.4 : USAGE DE LA RETENUE

La retenue est destinée à l'usage suivant : Loisir pêche et promenade

ARTICLE I.5 : DÉFINITION DES OUVRAGES, GESTION DES VANNAGES ET NIVEAU D'EAU – RÈGLEMENT D'EAU

Le bénéficiaire fourni dans un délai de 12 mois à compter de la signature les éléments suivants :

- un descriptif précis des ouvrages, comportant notamment :
 - la cote altimétrique de l'ensemble des ouvrages (crête, fond, radier, déversement...),
 - les caractéristiques dimensionnelles des ouvrages et équipements,
 - les caractéristiques de la retenue : emprise, surface, profondeur, volume à la cote de gestion
- un projet de règles de gestion du niveau d'eau, compatible avec l'ensemble des prescriptions du présent arrêté et la prise en compte des enjeux, dont environnementaux du site. Celui-ci peut être expérimental sur une durée de 3 ans et faire l'objet d'un suivi. A l'échéance de cette période expérimentale, la définition des niveaux de gestion est réalisée.

Le bénéficiaire met en place une échelle limnimétrique ou des repères de niveau inamovibles, implantés par un géomètre et calés sur les cotes NGF, visible depuis l'ouvrage de retenue ou d'un point de la berge accessible , permettant de vérifier visuellement les niveaux.

TITRE II – DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES

ARTICLE II.1 : CONFORMITÉ AU DOSSIER ET DEMANDE DE MODIFICATION

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu des dossiers susvisés, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur, notamment celles relatives à l'urbanisme.

Toute modification substantielle, au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute autre modification notable intervenant dans les mêmes circonstances doit être portée à la connaissance du préfet avant réalisation, par le bénéficiaire avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

ARTICLE II.2 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION – DURÉE DE L'AUTORISATION

L'exploitation des aménagements est accordée sans limitation de durée.

ARTICLE II.3 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

ARTICLE II.4 : ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET EXERCICE DES MISSIONS DE POLICE

Les agents en charge de missions de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L. 181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE II.5 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE II.6 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

TITRE III – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ DES OUVRAGES HYDRAULIQUES

ARTICLE III.1 : CLASSE DE L'OUVRAGE

Le barrage de l'étang de la Roche relève de la classe C au sens de l'article R. 214-112 du code de l'environnement.

Nom de l'ouvrage	Propriétaire et exploitant	Coordonnées Lambert 93	Caractéristiques
Étang de la Roche	Commune de Marsac-sur-Don	$X = 345\,799\text{ m}$ $Y = 6\,732\,463$	Hauteur maximale = 4 m Volume de la retenue = 88 000 m ³ Présence d'une ou plusieurs habitations dans les 400 m en aval dont une auberge sur le barrage

ARTICLE III.2 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ DES OUVRAGES HYDRAULIQUES

Le bénéficiaire de la présente autorisation le rend conforme aux dispositions des articles R. 214-112 à R. 214-128 du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 8 août 2022 ; pour cela il établit ou fait établir les éléments suivants :

Dossier de l'ouvrage

Le bénéficiaire élabore et tient à jour le dossier de l'ouvrage. Ce **dossier technique** regroupe dans un seul dossier tous les documents relatifs à l'ouvrage permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service.

Le dossier technique est conservé hors zone inondable de façon à ce qu'il soit accessible et utilisable en toutes circonstances et tenu à la disposition des services de l'État.

Le bénéficiaire établit une liste des pièces comprises dans ce dossier d'ouvrage qu'il transmet au préfet (service police de l'eau de la Direction départementale des territoires et de la mer) avec copie au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL des Pays de la Loire, **au plus tard douze mois après la notification du présent arrêté**, puis à chaque mise à jour.

Document décrivant l'organisation

Le bénéficiaire élabore ou fait élaborer, puis tient à jour le document décrivant l'organisation. Ce **document décrit l'organisation mise en place** pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes conformes aux prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant l'ouvrage et, le cas échéant, les arrêtés complémentaires. Il comprend notamment les consignes écrites de surveillance et d'exploitation en période de crue. Il est intégré au dossier de l'ouvrage.

Le bénéficiaire vérifie régulièrement la pertinence et l'adéquation du document d'organisation avec les pratiques effectivement mises en place.

Le bénéficiaire veille à ce que les dispositions pour la gestion et la surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances, telles que mentionnées dans la description de l'organisation, soient connues et respectées des personnels intervenant sur l'ouvrage.

Le document d'organisation comprend en outre un **plan de gestion de la végétation** précisant les parties de l'ouvrage nécessitant un entretien de la végétation, le type de traitement à réaliser en fonction des espèces recensées, les fréquences définies pour la réalisation du traitement et l'identification du personnel en charge de ces opérations. Le périmètre comprend le barrage et ses abords. Ce plan de gestion de la végétation pourra d'appuyer sur le diagnostic fait pendant la visite technique approfondie.

Le document d'organisation est conservé de façon à ce qu'il soit accessible et utilisable à tout moment et en toutes circonstances et tenu à la disposition des services de l'État.

Un premier document d'organisation est remis au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL des Pays de la Loire, **au plus tard six mois après la notification du présent arrêté**. Il comprend un bilan de la surveillance et de l'entretien passé sur l'ouvrage, afin d'alimenter sa rédaction.

Par la suite, toute modification notable du document d'organisation est portée à la connaissance du préfet avec copie au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques dès que possible, avec un préavis d'au moins un mois avant sa mise en œuvre effective quand elle ne relève pas des dispositions de l'article II-1 du présent arrêté.

Registre de l'ouvrage

Le bénéficiaire met en place et renseigne un registre de l'ouvrage. Sur ce **registre** sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage.

Le registre de l'ouvrage est conservé hors d'eau, de façon à ce qu'il soit accessible et utilisable en toutes circonstances et tenu à la disposition du service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Le registre est mis en place **dès la notification du présent arrêté** et renseigné régulièrement.

Rapport de surveillance

Un **rapport de surveillance** périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies est réalisé par le bénéficiaire et intégré au dossier de l'ouvrage.

Le premier rapport pour la période 2021-2026 devra être établi **avant le 31 mars 2027 puis tous les 5 ans**. Il est remis au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL des Pays de la Loire dans le mois suivant sa réalisation.

Rapport d'auscultation

Le bénéficiaire dote le barrage d'un dispositif d'auscultation permettant d'en assurer une surveillance efficace, **dans les 12 mois à compter de la notification du présent arrêté**, sauf à exercer une surveillance suffisante afin de pallier à l'absence de dispositif d'auscultation. Dans ce cas, une demande de dérogation accompagnée de la description des mesures de surveillance alternatives sera adressée au préfet dans les 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. La nécessité de mettre en place un dispositif d'auscultation sera étudiée lors de la première visite technique approfondie.

Si la mise en place du dispositif d'auscultation est nécessaire, alors le bénéficiaire le met en place et fait établir un **rapport d'auscultation** périodique, à rédiger par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du code de l'environnement. Le rapport fournit un avis sur le comportement de l'ouvrage et un engagement du bénéficiaire sur les éventuelles mesures à prendre pour améliorer la sécurité, avec un échéancier de réalisation. Il est intégré au dossier de l'ouvrage.

Ce rapport est établi **5 ans après la mise en place du dispositif d'auscultation puis tous les 5 ans**. Il est remis au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL des Pays de la Loire **délai de 3 mois maximum** suivant sa rédaction.

Déclaration des incidents

Le bénéficiaire déclare au préfet et au service de contrôle, les événements affectant la sûreté hydraulique de l'ouvrage, tels que prévus à l'article R. 214-125 du code de l'environnement, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 21 mai 2010.

Lors de cette transmission, le bénéficiaire précise les mesures qu'il a prises et qu'il compte entreprendre pour remédier de façon provisoire puis définitive à la situation.

Visites techniques approfondies

Le bénéficiaire exploite, surveille et entretient l'ouvrage et ses dépendances. Il procède notamment à des vérifications périodiques du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des **visites techniques approfondies** de l'ouvrage selon les périodicités définies dans le document d'organisation. Ces dernières sont effectuées **au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, soit une visite technique approfondie tous les 5 ans**. Une première visite technique approfondie devra être effectuée **au plus tard six mois à compter de la notification du présent arrêté**.

Cette première visite technique approfondie comprend :

- un diagnostic de la végétation sur et aux abords du barrage
- un avis sur la nécessité de mettre en place un dispositif d'auscultation ou la suffisance de la surveillance pour pallier à son absence.

En outre, une visite technique approfondie est effectuée à l'issue de tout événement ou évolution déclaré en application de l'article R. 214-125 du Code de l'environnement et susceptible de provoquer un endommagement de l'ouvrage.

Les visites techniques approfondies sont réalisées par du personnel compétent en génie-civil, géotechnique, électricité et hydromécanique.

Les défauts relevés sont notés dans un compte-rendu, hiérarchisés et font l'objet d'un suivi. Leur analyse aboutit à un plan d'actions. Le compte-rendu de la visite technique approfondie est transmis au service de contrôle des ouvrages hydrauliques dans un **délai de 3 mois maximum** après réalisation de la visite, accompagné des engagements du bénéficiaire à mettre en œuvre les préconisations effectuées, avec un échéancier. Il est intégré au dossier de l'ouvrage.

Toute visite technique approfondie est réalisée de manière à renseigner le bénéficiaire sur l'aptitude de l'ouvrage à la poursuite de son exploitation en toute sécurité ou sur la nécessité de procéder à des opérations de réhabilitation ou à des actions de maintenance corrective.

TITRE IV – MESURES ENVIRONNEMENTALES ET DE GESTION DE LA RETENUE

ARTICLE IV.1 : GESTION DES NIVEAUX D'EAU ET DES ÉQUIPEMENTS

Le bénéficiaire vérifie le bon fonctionnement des ouvrages de gestion, de vidange, de restitution du débit minimal, a minima une fois par an.

ARTICLE IV.2 : DÉBIT MINIMUM EN AVAL DE L'OUVRAGE

Conformément à l'article L.214-18 du code de l'environnement, le bénéficiaire met en place et entretient un dispositif maintenant dans le lit du cours d'eau un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux.

Le bénéficiaire envoie pour validation avant la réalisation, au service en charge de la police de l'eau, dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un projet d'aménagement permettant de respecter l'obligation d'assurer la permanence d'un débit réservé dans le cours d'eau, à l'aval du plan d'eau. L'aménagement est réalisé dans un délai de 6 mois à compter de la validation de l'aménagement par ledit service.

Dans le cas où le débit entrant à l'amont du plan d'eau est inférieur au débit minimal précisé ci-dessus, le bénéficiaire peut ne restituer qu'un débit équivalent au débit entrant.

La gestion du plan d'eau, y compris lors des opérations de vidange, mise en assec et de remise en eau ne doit pas être à l'origine d'une rupture d'écoulement à l'aval.

ARTICLE IV.3 : LUTTE CONTRE LES ESPÈCES ENVAHISSANTES

Le bénéficiaire veille à limiter le développement des espèces exotiques envahissantes par des moyens adaptés et respectueux des enjeux environnementaux.

En cas de travaux, toutes les mesures sont prises afin d'éviter la dispersion des espèces invasives

ARTICLE IV.4 : GESTION DE LA VÉGÉTATION ET ENTRETIEN DE LA RETENUE, DE L'OUVRAGE DE RETENUE ET DES BERGES

Le bénéficiaire veille à empêcher le développement de végétation ligneuse ou toute végétation pouvant mettre en cause la stabilité de l'ouvrage.

En cas de développement de végétation répondant au critère ci-dessus, le bénéficiaire met en place un programme d'entretien compatible avec les espèces animales ou végétales présentes. Notamment les travaux d'entretien des arbustes sont proscrits du 1er mars au 31 juillet hors nécessité d'urgence pouvant mettre en cause la stabilité et la sécurité de l'ouvrage.

Toute demande de modification d'une des périodes définies ci-dessus fait l'objet d'un porter à connaissance circonstancié pour validation préalable par le service en charge de la police de l'eau, sauf si cette période est prévue dans un plan de gestion du site Natura 2000.

Hors entretien courant le bénéficiaire informe le service en charge de la police de l'eau de la DDTM des opérations d'entretien significatif au moins quinze jours à l'avance, sauf dans le cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

ARTICLE IV.5 : OPÉRATIONS DE VIDANGE

Est considéré comme une vidange, tout abaissement de niveau non prévu dans le cadre du règlement d'eau prescrit dans le titre I du présent arrêté.

Le bénéficiaire informe le service en charge de la police de l'eau pour accord préalable, au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la vidange et du début de la remise en eau. Il précise les moyens prévus pour le respect des prescriptions précisées ci-après.

Les opérations de vidange ou de remise en eau sont réalisées en dehors de la période allant du 1^{er} juin au 30 septembre.

Le bénéficiaire est par ailleurs tenu de se conformer à toute mesure départementale de restriction des usages de l'eau imposée dans le cadre de la gestion de la ressource en eau en condition de sécheresse.

Le bénéficiaire vérifie le bon fonctionnement des ouvrages de vidange (ouverture, fermeture, réglage) préalablement à sa demande.

Le débit de vidange est adapté afin :

- de ne pas porter préjudice aux propriétés et ouvrages publics situés à l'aval,
- d'éviter les départs de sédiments,
- de limiter l'impact sur les espèces présentes.

Ce débit ne peut excéder le débit de plein bord du cours d'eau à l'aval et si besoin il peut être momentanément interrompu en cas de risque pour l'un de ces éléments.

Durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau respectent les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- matières en suspension (MES) : inférieure à 1 gramme par litre ;
- ammonium (NH₄) : inférieure à 2 milligrammes par litre ;
- teneur en oxygène dissous (O₂) : supérieure à 3 milligrammes par litre.

La qualité des eaux de vidange doit être particulièrement surveillée ou vérifiée dans les dernières heures de la vidange où le risque de transport des sédiments de fond est le plus fort.

Le bénéficiaire réalise ou fait réaliser un suivi de la qualité des eaux rejetées.

Des dispositifs limitant les départs de sédiment sont mis en place afin d'empêcher le départ de sédiments en aval. Dans le cas de dispositifs pérennes, le bénéficiaire s'assure de leur bon état de fonctionnement et de leur entretien préalablement à la vidange.

L'opération de vidange est conduite de manière à permettre la récupération de tous les poissons et crustacés entraînés par le flux de la vidange, afin notamment d'éviter le passage des espèces indésirables dans le milieu récepteur.

Les individus des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, non représentées sur le territoire français, et des espèces exotiques envahissantes sont détruits dans les meilleurs délais.

ARTICLE IV.6 : TRAVAUX SUR LA RETENUE

Toute opération de travaux ou d'aménagement de la retenue (curage, protection de berge, etc..) peut relever de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement susvisé, applicable aux opérations d'entretien de cours d'eau (rubrique 3.2.1.0), de renforcement de berges (3.2.4.0) ou autres.

Le présent arrêté ne constitue pas une autorisation pour ces opérations.

ARTICLE IV.7 : EMPOISSONNEMENT

Toute opération d'empoissonnement du plan d'eau ne peut être réalisée qu'à partir de poissons issus de pisciculture agréée et respecte les dispositions des articles L.432-10 et L.432-12 du code de l'environnement.

Dans le cas où le bénéficiaire envisage de relâcher des poissons issus d'une pêche de sauvegarde, le bénéficiaire transmet une demande préalable pour validation auprès du service en charge de la police de l'eau, au minimum 15 jours avant l'opération.

La retenue est considérée comme une eau libre et il ne peut être mis d'équipement, de type grille, empêchant le franchissement des poissons.

TITRE V – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE V.1 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers, et en application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée en mairie de Marsac-sur-Don et peut y être consultée ;
- un extrait de la présente autorisation est affiché dans la mairie de Marsac-sur-Don, pendant une durée minimale d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE V.2 : EXÉCUTION

Le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique et le maire de la commune de Marsac-sur-Don sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À CHÂTEAUBRIANT, le 12 janvier 2024

Le PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet de l'arrondissement de
Châteaubriant-Ancenis,


Marc MAKHLOUF

Liste des annexes :

- Annexe 1 : Plan de localisation
- Annexe 2 : Tableau récapitulatif des documents à établir ou faire établir et à remettre à l'administration

Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 :

- 1 - par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée
 - 2 - par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du R. 181-44.
- Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

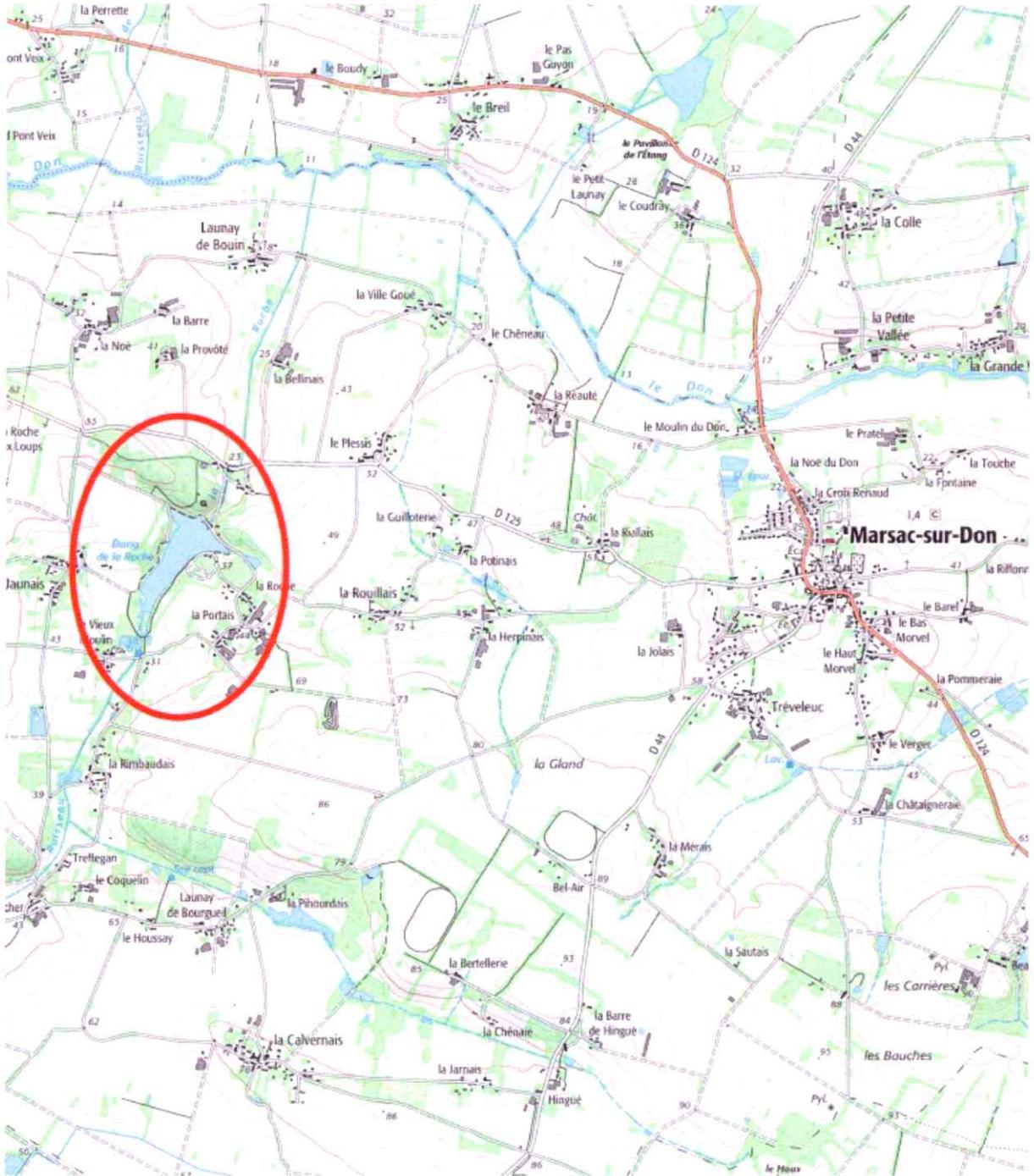
La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (auprès du préfet de la Loire-Atlantique) ou hiérarchique (auprès du ministre chargé de l'environnement) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

En application de l'article R 181-51, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux. La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

CLASSEMENT SECURITE DES BARRAGES

Etangs de la Roche à Marsac sur Don



Fond de carte : SCAN 25©© IGN
© DDTM de Loire-Atlantique - reproduction interdite
Créé février 2022

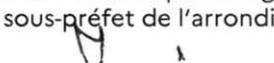
0 250 500 m

Vu pour être annexé à mon arrêté n°2023/BPEF/136
en date du 12/01/2024

A CHÂTEAUBRIANT le, 12 janvier 2024

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Anceni

12/13


M. AKHLOUF

ANNEXE 2 : Tableau récapitulatif des documents à établir ou faire établir et à remettre à l'administration

Nature du document	Article de l'arrêté concerné	Précision	Délai de fourniture
Caractéristiques des ouvrages	I.5	Données dimensionnelles et altimétriques des ouvrages et équipements Ce document peut être commun avec le dossier d'ouvrage définis à l'article III.2, s'il comprend tous les éléments demandés à l'article I.5	12 mois
Débit minimum restitué à l'aval	IV.2	Définition du débit minimum à restituer, mode de restitution, définition des travaux à réaliser	6 mois
Dossier de l'ouvrage	III.2	Dossier à constituer et liste des pièces comprises dans ce dossier à transmettre	12 mois
Document décrivant l'organisation	III.2	Premier document décrivant l'organisation à rédiger, comprenant un bilan de la surveillance et de l'entretien passé sur l'ouvrage	6 mois
Registre de l'ouvrage	III.2	Registre à mettre en place et renseigner régulièrement	dès la notification du présent arrêté
Rapport de surveillance	III.2	Premier rapport à rédiger pour la période 2021-2026	31/03/27
Rapport d'auscultation	III.2	Mise en place du dispositif	12 mois
		Rédaction du rapport d'auscultation par un bureau d'étude agréé	5 ans après la mise en place du dispositif d'auscultation
		<u>Ou</u> demande de dérogation au préfet	12 mois
Visite technique approfondie	III.2	Première visite technique approfondie avec plan d'actions et échéancier, qui comprend un diagnostic de la végétation sur et aux abords du barrage et un avis sur le dispositif d'auscultation ou la suffisance de la surveillance pour pallier à son absence.	6 mois

Vu pour être annexé à mon arrêté n°2023/BPEF/136 en date du 12/01/2024

A CHÂTEAUBRIANT le, 12 janvier 2024

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis


Marc MAKHLOUF

